

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Transports, le 16 février 1999, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route", a donné le 14 avril 1999 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 16 februari 1999 door de Minister van Vervoer verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige inbreuken inzake het vervoer over de weg", heeft op 14 april 1999 het volgende advies gegeven :

Examen du projet

Préambule

Alinéas 1er et 2

Ces alinéas sont à omettre. Il convient, en effet, de ne viser dans le préambule que les textes qui constituent un fondement juridique au texte en projet, ou qui sont modifiés par celui-ci. Tel n'est le cas ni de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (ADR), signé à Genève le 30 septembre 1957 et approuvé par la loi du 10 août 1960, ni de l'accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route (AETR), signé à Genève le 1er juillet 1970 et approuvé par la loi du 10 février 1975.

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 1er)

Il convient d'écrire "inséré" au lieu de "y inséré". La même observation vaut pour les alinéas 4 et 5.

L'alinéa 4 devient l'alinéa 2.

Alinéa 5 (devenant l'alinéa 4)

L'article 4 de la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et des actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou

.../...

par voie navigable ne constitue pas un fondement à l'arrêté en projet. Cet article ne doit donc pas être visé.

Par ailleurs, comme les textes visés dans le préambule doivent l'être par ordre chronologique, cet alinéa est à intervertir avec l'alinéa qui suit.

Alinéa 6 (devenant l'alinéa 3)

L'article 23, § 1er, 3°, de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, remplacé par la loi du 9 juillet 1976, ne constitue pas un fondement à l'arrêté en projet. Cet article ne doit donc pas être visé.

Par ailleurs, il convient d'écrire "§ 1er", en chiffre ordinal, ainsi que "modifié par les lois des 29 février 1984 et 18 juillet 1990;" au lieu de "modifiée par la loi du 29 février 1984 et par la loi du 18 juillet 1990;".

Alinéa 7 (devenant l'alinéa 5)

Il convient de ne viser que les dispositions de l'arrêté royal du 10 juin 1985 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation des infractions à la loi sur la police de la circulation routière et ses arrêtés d'exécution, qui sont modifiées par le projet. Mieux vaut donc rédiger cet alinéa comme suit :

.../...

"Vu l'arrêté royal du 10 juin 1985 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation des infractions à la loi sur la police de la circulation routière et ses arrêtés d'exécution, notamment les articles 5, 6 et 7, modifiés par l'arrêté royal du 24 octobre 1997, les articles 8 et 9 et les annexes;".

Alinéa 6 (nouveau)

S'il est vrai que dans la pratique antérieure, les textes abrogés n'étaient pas à viser dans le préambule, l'on considère actuellement qu'il est plus commode de les y faire figurer (1). Il y a donc lieu de viser, dans le préambule, l'arrêté royal du 12 juillet 1989 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route, qui est abrogé par l'article 12 du projet.

Alinéa 8

Cet alinéa qui ne vise ni un fondement juridique du texte en projet, ni un texte qui est modifié par celui-ci, est à omettre. L'arrêté royal du 16 septembre 1991 relatif au transport des marchandises dangereuses par route, à l'exception des matières explosibles et radioactives a de

(1) Voyez les recommandations et formules de légistique formelle les plus récentes, publiées sur le site Internet du Conseil d'Etat, à l'adresse suivante : <http://raadvt-consetat.fgov.be>.

toute façon été abrogé par l'arrêté royal du 12 novembre 1998 (1).

Alinéa 9 (devenant l'alinéa 7)

Il convient de ne viser que les dispositions de l'arrêté royal du 24 mars 1997 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation d'infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses, à l'exception des matières explosibles et radioactives, qui sont modifiées par le projet. Il y a donc lieu d'ajouter les mots "notamment les articles 4 et 5;" à la fin de cet alinéa.

Alinéa 10

Cet alinéa qui ne vise ni un fondement juridique du texte en projet, ni un texte qui est modifié par celui-ci, est à omettre.

Alinéa 8 (nouveau)

S'il est vrai que dans la pratique antérieure, il était fait référence à l'association des gouvernements régionaux sous la forme d'un considérant, cette manière de faire n'est actuellement plus d'usage. L'association des gouvernements régionaux est actuellement à faire figurer

(1) Moniteur belge du 24 décembre 1998.

sous la forme d'un visa, comme les autres formalités visées (1). Mieux vaut écrire, conformément à la nouvelle formule adoptée, au lieu de l'alinéa 13 :

"Vu l'association des gouvernements de région à l'élaboration du présent arrêté;".

Cette alinéa est à faire figurer avant les visas relatifs à l'avis de l'inspecteur des Finances et à l'accord du Ministre du Budget, car la formalité de l'association a été accomplie avant que ces derniers aient été donnés.

Alinéas 11 et 12

Ces alinéas deviennent les alinéas 9 et 10.

Alinéa 13

Cet alinéa est à omettre.

Alinéas 14 et 15

Ces alinéas deviennent les alinéas 11 et 12.

(1) Voyez les recommandations et formules de légistique formelle les plus récentes, publiées sur le site Internet du Conseil d'Etat, à l'adresse suivante : <http://raadvt-consetat.fgov.be>.

Dispositif

Article 1er

1. Dans son avis n° L. 18.501/9, donné le 27 juin 1988, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation des infractions [...]", la section de législation du Conseil d'Etat a observé que :

"... le mot «commissionnés» est incorrect; par souci de concordance avec les dispositions de la loi du 6 mai 1985 modifiant l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 relatif aux transports rémunérés de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars, la loi du 1er août 1960 relative au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles et la loi du 18 février 1969 relative aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de transport par route, par chemin de fer ou par voie navigable, il convient d'écrire «délégués»."

Cette observation est transposable en l'espèce.

2. Au surplus, il convient d'écrire in fine "dans l'exercice de leurs fonctions" au lieu de "dans l'exercice de ses fonctions".

Article 2

1. Cet article contient plusieurs références à l'Accord européen relatif au travail des équipages des

.../...

véhicules effectuant des transports internationaux par route (AETR). Ces références sont manifestement faites au texte tel qu'il a été amendé selon la procédure simplifiée prévue par l'article 23 de l'Accord.

Cet amendement, contrairement au texte originel de l'Accord, approuvé par la loi du 10 février 1975, n'a pas été approuvé par la loi.

Cet Accord règle toutefois une matière attribuée à la Communauté européenne par l'article 75, § 1er, a) du Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté européenne (1).

L'article 2, § 2, du Règlement (CEE) n° 3820/85 du Conseil du 20 décembre 1985 relatif à l'harmonisation de certaines dispositions en matière sociale dans le domaine des transports par route dispose :

"L'accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route (AETR) s'applique, à la place des présentes règles, aux transports routiers internationaux :

- effectués à destination ou en provenance de pays tiers parties à l'accord, ou en transit par ces pays, pour l'ensemble du trajet, par des véhicules immatriculés dans un Etat membre ou dans un de ces pays tiers;

(1) Voyez le Règlement (CEE) n° 2829/77 du Conseil, du 12 décembre 1977, relatif à la mise en vigueur de l'accord européen relatif au travail des équipages des véhicules effectuant des transports internationaux par route (AETR).

- effectués en provenance ou à destination d'un pays tiers qui n'est pas partie à l'accord par des véhicules immatriculés dans un de ces pays, pour tout trajet effectué à l'intérieur de la Communauté."

Si l'AETR est rendu obligatoire par le Règlement européen, il reste à examiner si l'amendement adopté selon la procédure prévue à l'article 23 et entré en vigueur le 24 avril 1992, est bien opposable aux destinataires de la norme. A cet égard, ainsi que l'a confirmé le fonctionnaire délégué, cet amendement n'a été publié ni au Moniteur belge, ni au Journal officiel des Communautés européennes (1).

Il semble donc bien que les textes auxquels les dispositions en cause renvoient ne fassent pas encore partie de l'ordre juridique interne.

2. Faire référence à une disposition en citant les modifications subies par cette disposition a pour effet de figer celle-ci dans sa version telle que modifiée. Si telle n'est pas la volonté des auteurs du texte en projet, il convient d'omettre les mots "insérés par la loi du 6 mai 1985", qui figurent dans l'introduction de l'énumération que comporte cet article. Il n'est d'usage de citer une disposition en mentionnant les modifications qui lui ont été apportées que dans la phrase liminaire de la disposition qui modifie celle-ci. La même observation vaut chaque fois qu'une norme ou une disposition est citée avec ses modifications, y compris lorsqu'il s'agit d'un règlement européen.

(1) Le texte initial de l'accord a été publié au Journal officiel n° L 095 du 8 avril 1978.

3. Au 1°, d), il est suggéré de fusionner les deuxième et troisième tirets.

4. Au 1°, g), il convient de se conformer à l'intitulé exact de l'arrêté du Régent qui est cité (1). Mieux vaut écrire "arrêté du Régent du 20 septembre 1947 portant le règlement général relatif aux services réguliers, aux services réguliers temporaires, aux services réguliers spécialisés et aux services occasionnels".

Article 5

1. Dans son avis n° L. 18.501/9, donné le 27 juin 1988, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation des infractions [...]", la section de législation du Conseil d'Etat a notamment observé ce qui suit :

"[...] le paragraphe 3, alinéa 1er, autorise le paiement du montant en devises de cinq pays de la Communauté économique européenne, excluant ainsi les devises des autres pays de la Communauté, et le paiement en dollars U.S. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas les raisons objectives de ce choix qui constitue une discrimination à l'égard d'un certain nombre de pays de la C.E.E."

(1) Tel que remplacé par l'arrêté royal du 22 septembre 1988 (Moniteur belge du 1er octobre 1988).

Cette observation est transposable mutatis mutandis en ce qui concerne le paragraphe 3, 1°. La même observation vaut en ce qui concerne l'article 10, 3°, du projet (article 6, § 2, 1°, en projet de l'arrêté royal du 10 juin 1985 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation des infractions à la loi sur la police de la circulation routière et ses arrêtés d'exécution) et l'article 11, 1°, c), du projet (article 4, § 3, 1°, en projet de l'arrêté royal du 24 mars 1997 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation d'infractions en matière de transport par route de marchandises dangereuses, à l'exception des matières explosibles et radioactives).

2. Au surplus, au paragraphe 3, il y a lieu d'adapter la disposition pour tenir compte de l'introduction, depuis le 1er janvier 1999, de l'euro.

La même observation vaut également pour les autres articles où il est question de devises étrangères.

Article 10

1. A l'article 2bis en projet, de l'accord du fonctionnaire délégué, il y a lieu d'omettre les mots "au règlement général sur la police routière".

.../...

2. A l'article 5, § 5, alinéa 2, en projet, les mots à remplacer doivent être "volet A du formulaire" et non "le volet A du formulaire".

Article 11

De l'accord du fonctionnaire délégué, aux articles 4, § 1er, et 5, § 2, en projet, les mots "en matière de transport par route de marchandises dangereuses" doivent être omis.

Article 12

L'arrêté royal du 12 juillet 1989 relatif à la perception et à la consignation d'une somme lors de la constatation de certaines infractions en matière de transport par route, a été modifié par l'arrêté royal du 25 novembre 1992. Il convient de mentionner cette modification.

Observations finales

1. La division d'un article en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa. Mieux vaut donc omettre la division en paragraphes qui figure, par exemple, à l'article 3.

.../...

2. Lorsqu'une phrase comporte une énumération, il convient d'éviter d'introduire, par une ou plusieurs phrases incidentes, une rupture dans celle-ci comme, par exemple, à l'article 5, § 3, 1°.

3. Il convient d'écrire "alinéa 1er", "alinéa 2" au lieu de "premier alinéa", "second alinéa", comme, par exemple, à l'article 10.

4. Il y a lieu d'utiliser l'indicatif présent dans l'ensemble du projet.

5. Lorsqu'il est fait référence à une norme qui a déjà été citée dans le texte, il convient de citer cette dernière par la mention de sa nature, le cas échéant de son numéro, de sa date, et du mot "précité" (ou "précitée"). Cette observation vaut tant en ce qui concerne les normes belges qu'en ce qui concerne les normes européennes et les instruments internationaux.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

Eerste en tweede lid

Deze leden dienen te vervallen. In de aanhef behoort immers alleen te worden verwezen naar de regelingen die voor de ontworpen regeling een rechtsgrond opleveren of die bij de ontworpen regeling gewijzigd worden. Zulks is noch het geval met het Europees Verdrag betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de weg (ADR), ondertekend te Genève op 30 september 1957 en goedgekeurd bij de wet van 10 augustus 1960, noch met de Europese Overeenkomst nopens de arbeidsvoorwaarden voor de bemanningen van motorrijtuigen in het internationale vervoer over de weg (AETR), ondertekend te Genève op 1 juli 1970 en goedgekeurd bij de wet van 10 februari 1975.

Derde lid (dat het eerste lid wordt)

In de Franse tekst schrijve men "inséré" in plaats van "y inséré". Deze opmerking geldt ook voor het vierde en het vijfde lid.

Het vierde lid wordt het tweede lid.

.../...

Vijfde lid (dat het vierde lid wordt)

Artikel 4 van de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg levert voor het ontworpen besluit geen rechtsgrond op. Er behoort dan ook niet naar dat artikel te worden verwezen.

Aangezien de regelingen waarnaar in de aanhef wordt verwezen in chronologische volgorde moeten worden opgegeven, dienen dit lid en het daaropvolgende lid overigens onderling van plaats te worden verwisseld.

Zesde lid (dat het derde lid wordt)

Artikel 23, § 1, 3°, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, vervangen bij de wet van 9 juli 1976, levert voor het ontworpen besluit geen rechtsgrond op. Er behoort dan ook niet naar dat artikel te worden verwezen.

Overigens behoort te worden geschreven "gewijzigd bij de wetten van 29 februari 1984 en 18 juli 1990" in plaats van "gewijzigd bij de wet van 29 februari 1984 en bij de wet van 18 juli 1990". In de Franse tekst van het zesde lid schrijve men bovendien "§ 1er" in plaats van "§ 1".

.../...

Zevende lid (dat het vijfde lid wordt)

Er behoort alleen te worden verwezen naar die bepalingen van het koninklijk besluit van 10 juni 1985 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van de overtredingen van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en haar uitvoeringsbesluiten welke bij het ontwerp worden gewijzigd. Dit lid zou dan ook beter als volgt worden gesteld :

"Gelet op het koninklijk besluit van 10 juni 1985 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van de overtredingen van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en haar uitvoeringsbesluiten, inzonderheid op de artikelen 5, 6 en 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 oktober 1997, op de artikelen 8 en 9 en op de bijlagen;".

Zesde lid (nieuw)

Hoewel het vroeger niet gebruikelijk was in de aanhef van een regeling te verwijzen naar de regelingen die daarbij worden opgeheven, gaat men er nu van uit dat het handiger is die regelingen daarin wél te vermelden (1). In de aanhef behoort dan ook te worden verwezen naar het koninklijk besluit van 12 juli 1989 betreffende de inning en

(1) Zie de recentste wetgevingstechnische aanbevelingen en formules, bekendgemaakt op de internetsite van de Raad van State, op het volgende adres :
<http://raadfst-consetat.fgov.be>.

de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige overtredingen inzake het vervoer over de weg, dat bij artikel 12 van het ontwerp wordt opgeheven.

Achtste lid

Dit lid, waarin wordt verwezen naar een regeling die geen rechtsgrond voor de ontworpen regeling oplevert en die niet door de ontworpen regeling wordt gewijzigd, behoort te vervallen. Het koninklijk besluit van 16 september 1991 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de weg, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen is overigens opgeheven bij het koninklijk besluit van 12 november 1998 (1).

Negende lid (dat het zevende lid wordt)

Er behoort alleen naar die bepalingen van het koninklijk besluit van 24 maart 1997 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige overtredingen inzake het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen te worden verwezen die bij het ontwerp worden gewijzigd. Dit lid behoort dan ook, in fine, te worden aangevuld met de woorden ", inzonderheid op de artikelen 4 en 5".

(1) Belgisch Staatsblad van 24 december 1998.

Tiende lid

Dit lid, waarin wordt verwezen naar een regeling die geen rechtsgrond voor de ontworpen regeling oplevert en die niet door de ontworpen regeling wordt gewijzigd, behoort te vervallen.

Achtste lid (nieuw)

Van het vroegere gebruik om door middel van een overweging aan te geven dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van de regeling betrokken zijn, is men ondertussen afgestapt. Nu behoort de omstandigheid dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van de regeling betrokken zijn, net als de omstandigheid dat aan de overige vormvereisten is voldaan, te worden aangegeven door middel van een constructie met "Gelet op ..." (1). Overeenkomstig de nieuwe formule behoort het dertiende lid te worden vervangen als volgt :

"Gelet op de omstandigheid dat de gewestregeringen bij het ontwerpen van dit besluit betrokken zijn;".

Dit lid behoort vooraf te gaan aan de verwijzing naar het advies van de inspecteur van financiën en naar de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, aangezien

(1) Zie de recentste wetgevingstechnische aanbevelingen en formules, bekendgemaakt op de internetsite van de Raad van State, op het volgende adres :
<http://raadfst-consetat.fgov.be>.

het vormvereiste van het erbij betrekken van de gewesten vervuld is vóór dat advies en die akkoordbevinding ter kennis zijn gebracht.

Elfde en twaalfde lid

Deze leden worden het negende en het tiende lid.

Dertiende lid

Dit lid dient te vervallen.

Veertiende en vijftiende lid

Deze leden worden het elfde en het twaalfde lid.

Dispositief

Artikel 1

1. In advies L. 18.501/9, dat de afdeling wetgeving van de Raad van State op 27 juni 1988 heeft gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van overtredingen [...]", heeft ze het volgende opgemerkt :

.../...

"In de Franse tekst is het woord «commissionnés» onjuist; ter wille van de overeenstemming met de bepalingen van de wet van 6 mei 1985 tot wijziging van de besluitwet van 30 december 1946 betreffende het bezoldigd vervoer van personen over de weg met autobussen en autocars, de wet van 1 augustus 1960 betreffende het vervoer van zaken met motorvoertuigen tegen vergoeding en de wet van 18 februari 1969 betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en akten inzake vervoer over de weg, de spoorweg of de waterweg, behoort men «délégues» te schrijven.".

Die opmerking geldt ook voor het onderhavige ontwerp.

2. Voorts behoort te worden geschreven : "Voor ... wordt geregeld, kunnen alleen personeelsleden van de rijkswacht, personeelsleden van ... belast zijn, alsook personeelsleden van de douane bij de uitvoering van hun dienst, door de procureur-generaal bij het hof van beroep gemachtigd worden.".

Artikel 2

1. Dit artikel bevat verschillende verwijzingen naar de Europese Overeenkomst nopens de arbeidsvoorwaarden voor de bemanningen van motorrijtuigen in het internationale vervoer over de weg (AETR). Er wordt kennelijk verwezen naar de tekst zoals die is gewijzigd volgens de vereenvoudigde procedure bepaald in artikel 23 van de Overeenkomst.

.../...

Deze wijziging is, in tegenstelling tot de originele tekst van de Overeenkomst, die goedgekeurd is bij de wet van 10 februari 1975, niet bij wet goedgekeurd.

Die Overeenkomst regelt evenwel een aangelegenheid die bij artikel 75, lid 1, a), van het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Gemeenschap toebedeeld is aan de Europese Gemeenschap (1).

Artikel 2, lid 2, van Verordening (EEG) nr. 3820/85 van de Raad van 20 december 1985 tot harmonisatie van bepaalde voorschriften van sociale aard voor het wegvervoer luidt als volgt :

"De Europese Overeenkomst nopens de arbeidsvoorwaarden voor de bemanningen van motorrijtuigen in het internationale vervoer over de weg (AETR) is op het internationale vervoer over de weg van toepassing in plaats van de huidige voorschriften :

- wanneer dit vervoer plaatsvindt naar of uit derde landen die partij zijn bij de Overeenkomst, of in transitio door deze landen, en zulks voor het gehele traject, met motorvoertuigen die zijn ingeschreven in een Lid-Staat of in een van die derde landen;
- wanneer dit vervoer plaatsvindt uit of naar een derde land, met voertuigen die zijn ingeschreven in een derde land dat geen partij bij de Overeenkomst is, voor elk traject dat binnen de Gemeenschap wordt afgelegd."

(1) Zie Verordening (EEG) nr. 2829/77 van de Raad, van 12 december 1977, met betrekking tot de inwerkingtreding van de Europese Overeenkomst nopens de arbeidsvoorwaarden voor de bemanningen van motorrijtuigen in het internationale vervoer over de weg (AETR).

Hoewel de AETR bij de Europese Verordening verplicht is gesteld, behoort nog te worden onderzocht of de wijziging die is goedgekeurd volgens de procedure waarin voorzien is door artikel 23 en die op 24 april 1992 in werking is getreden, ook van toepassing is op de adressaten van de rechtsregel. De gemachtigde ambtenaar heeft in dat verband bevestigd dat die wijziging noch in het Belgisch Staatsblad, noch in het Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen bekendgemaakt is (1).

De teksten waarnaar de bewuste bepalingen verwijzen, lijken dus nog geen deel uit te maken van het interne rechtsbestel.

2. De verwijzing naar een bepaling met vermelding van de wijzigingen die ze heeft ondergaan heeft tot gevolg dat die bepaling in de aldus gewijzigde versie wordt gefixeerd. Indien dit niet de bedoeling is van de stellers van de ontworpen tekst, behoren de woorden "ingevoegd bij de wet van 6 mei 1985", die voorafgaan aan de opsomming die in dat artikel wordt gegeven, te worden geschrapt. De verwijzing naar een bepaling met vermelding van de wijzigingen die erin zijn aangebracht geschiedt uitsluitend

(1) De oorspronkelijke tekst van de overeenkomst is bekendgemaakt in Publicatieblad nr. L 095 van 8 april 1978.

in de inleidende zin van de bepaling die deze wijzigt. Dezelfde opmerking geldt telkens wanneer verwezen wordt naar een rechtsregel of een bepaling met vermelding van de wijzigingen ervan, zelfs als het een Europese verordening betreft.

3. In onderdeel 1°, d), wordt voorgesteld het tweede en het derde streepje samen te voegen.

4. In onderdeel 1°, g), behoort het juiste opschrift van het geciteerde besluit van de Regent in acht te worden genomen (1). Het zou beter zijn te schrijven : "besluit van de Regent van 20 september 1947 houdende algemeen reglement betreffende het geregeld vervoer, het geregeld tijdelijke vervoer, de bijzondere vormen van geregeld vervoer en het ongeregeld vervoer".

Artikel 5

1. In advies nr. L. 18.501/9 van 27 juni 1988 over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van overtredingen [...]" heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State inzonderheid gesteld dat :

(1) Zoals vervangen bij koninklijk besluit van 22 september 1988 (Belgisch Staatsblad van 1 oktober 1988).

"[...] paragraaf 3, eerste lid, toestaat dat de betaling van het bedrag geschiedt in deviezen van vijf landen van de Europese Economische Gemeenschap, dus met uitsluiting van de deviezen van de overige landen van de Gemeenschap, alsook in U.S. dollar. Het is de Raad van State niet duidelijk welke objectieve redenen er zijn om te kiezen voor die regeling die een aantal E.E.G.-landen achterstelt."

Die opmerking kan mutatis mutandis ook gelden voor paragraaf 3, 1°. Dezelfde opmerking geldt ook wat betreft artikel 10, 3°, van het ontwerp (ontworpen artikel 6, § 2, 1°, van het koninklijk besluit van 10 juni 1985 betreffende de inning en de consignatie van een som bij de vaststelling van de overtredingen van de wet betreffende de politie over het wegverkeer en haar uitvoeringsbesluiten) en artikel 11, 1°, c), van het ontwerp (ontworpen artikel 4, § 3, 1°, van het koninklijk besluit van 24 maart 1997 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige overtredingen inzake het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen).

2. Bovendien behoort de bepaling van paragraaf 3 te worden aangepast, ten einde rekening te houden met de invoering van de euro sedert 1 januari 1999.

Deze opmerking geldt eveneens voor de overige artikelen waarin sprake is van buitenlandse deviezen.

.../...

Artikel 10

1. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens om in het ontworpen artikel 2bis de woorden "van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer" te schrappen.

2. In onderdeel 2°, e), van de Franse tekst, schrijve men in fine "... dans l'alinéa 2, les mots "volet B de la souche" sont remplacés par les mots "volet A du formulaire" in plaats van "dans le deuxième alinéa, les mots "volet B de la souche" sont remplacés par les mots "le volet A du formulaire"".

Artikel 11

De gemachtigde ambtenaar gaat ermee akkoord om in de ontworpen artikels 4, § 1, en 5, § 2, de woorden "inzake het vervoer over de weg van gevaarlijke goederen" te schrappen.

Artikel 12

Het koninklijk besluit van 12 juli 1989 betreffende de inning en de consignatie van een som bij het vaststellen van sommige overtredingen inzake het vervoer over de weg is gewijzigd bij koninklijk besluit van 25 november 1992. Er behoort naar die wijziging te worden verwezen.

.../...

Slotopmerkingen

1. Er is geen grond om een artikel in paragrafen te verdelen als elke paragraaf slechts uit één lid bestaat. De onderverdeling in paragrafen zoals bijvoorbeeld in artikel 3 zou dus beter vervallen.

2. Wanneer een zin een opsomming bevat, dient men te vermijden dat die opsomming wordt onderbroken door een of meer tussenzinnen, zoals bijvoorbeeld in artikel 5, § 3, 1°.

3. In de Franse tekst schrijve men "alinéa 1er", "alinéa 2" in plaats van "premier alinéa", "second alinéa", zoals bijvoorbeeld in artikel 10.

4. In het hele ontwerp dient de onvoltooid tegenwoordige tijd te worden gebruikt.

5. Wanneer verwezen wordt naar een rechtsregel die in de tekst reeds genoemd is, moet de aard ervan worden vermeld, met in voorkomend geval het nummer, de datum en het woord "voornoemd" (of "voornoemde"). Deze opmerking geldt zowel voor de Belgische rechtsregels als voor de Europese rechtsregels en de internationale instrumenten.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

R. ANDERSEN,

président de chambre,
kamervoorzitter,

C. WETTINCK,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J.-M. FAVRESSE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par
M. L. DETROUX, auditeur. La note
du Bureau de coordination a été
rédigée et exposée par
M. C. AMELYNCK, référendaire
adjoint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. L. DETROUX,
auditeur. De nota van het Coör-
dinatiebureau werd opgesteld en
toegelicht door de
H. C. AMELYNCK, adjunct-
referendaris.

La concordance entre la version
française et la version néerlandai-
se a été vérifiée sous le contrôle
de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

R. ANDERSEN